



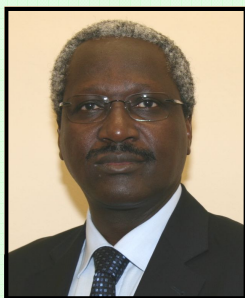
PROGRAMME TOUS ACP RELATIF AUX PRODUITS DE BASE AGRICOLES

Bulletin d'information N° 4

Juin 2009

SPECIAL EVALUATION A MI-PARCOURS

EDITORIAL



Nouvel élan

La revue à mi-parcours constitue toujours un moment particulièrement important dans la vie d'un programme. C'est le moment de faire une pause dans la progression, contempler le chemin parcouru et procéder à des ajustements souvent nécessaires.

L'évaluation que vient de réaliser l'équipe de consultants a été qualifiée à juste titre de « *complète et sans complaisance* ». Elle dresse un état de lieux précis de ce qui a déjà été réalisé durant ces dix-huit premiers mois de mise en œuvre du programme AAACP. La pertinence de cibler les produits de base et l'approche filière constituent les points forts de ce programme. Les moyens de mise en œuvre par l'approche participative et la mise en commun des savoir faire et des compétences de cinq organisations internationales ce qui constitue, rappelons le, une expérience unique, sont également très positifs.

L'évaluation à mi-parcours évoque également les insuffisances, les lacunes et les oublis qui n'ont pas manqué d'apparaître durant cette période. Les participants à l'atelier de restitution de cette évaluation ont fourni leurs propres recommandations qui ont ensuite été examinées et globalement validées par le Comité de pilotage. Ces travaux sont détaillés dans ce bulletin.

Cela nous permet aujourd'hui de repartir sur des bases renforcées et recentrées autour des objectifs fondamentaux du programme avec l'enthousiasme et l'engagement des participants qui se sont exprimés durant ces trois jours de fructueux et intenses travaux. □

Ambassadeur Ferdinand Nyabenda, Sous-Secrétaire général en charge du Département développement durable et commerce, Secrétariat ACP.

Une évaluation à mi-parcours « sans complaisance »

L'équipe de consultants chargée de réaliser l'évaluation à mi parcours du programme AAACP a rendu ses conclusions courant mai à Bruxelles. Celles-ci permettront d'apporter les ajustements nécessaires.

Les conclusions de la revue à mi-parcours (RMP) du programme AAACP ont été rendues publiques le 12 mai à Bruxelles lors d'un atelier de restitution qui a réuni environ cent quinze personnes, représentant tous les acteurs impliqués dans le programme. « *On essaie quelque chose, on rode la mécanique. C'est important, à mi-parcours, de vérifier que l'on est bien sur la bonne voie* », a expliqué en préambule Viwanou Gnassounou, du Secrétariat du Groupe ACP qui présidait la séance.

Cette RMP a été réalisée par une équipe de consultants entre janvier et avril 2009, avec pour objectif, comme l'a rappelé le responsable de l'équipe, Gérard Meunier : « *de réfléchir à la manière d'approfondir la démarche du programme et de rendre sa mise en oeuvre plus efficace* ».



La question de la pertinence du programme est acquise puisque son objectif « *répond à des problèmes réels et pressants exprimés par les pays ACP* », tout comme le choix des produits de base agricoles comme moyen de lutter contre la pauvreté et

l'approche filière « *en pleine conformité avec les priorités des organisations de producteurs nationales et les politiques régionales* ». L'évaluation salue également la « *décision politique, pleinement en accord avec la déclaration de Paris* », d'associer cinq organisations internationales à la mise en œuvre du programme.

Elle relève aussi que ce programme pêche par là où il excelle : l'ambition de faire travailler ensemble cinq organisations internationales aux méthodes de travail et aux approches bien rodées exige une gestion d'ensemble qui est actuellement insuffisante, estiment les consultants : « *Le programme n'est pas l'addition des projets des cinq OI's* », souligne l'évaluation

VERBATIM

Ils ont dit au cours de l'atelier de restitution de la Revue à mi-parcours :

STRATEGIES

Eleftherios Tsiavos, EuropeAid : « Personne n'a l'intention d'imposer quelque stratégie que ce soit du centre vers les régions ou les pays. Là où les stratégies ont été développées en accord avec les principes du programme, nous les appuyons. Celles développées par le programme seront considérées en priorité pour la deuxième tranche.

Balla Diong, Commission de l'UEMOA : « Tous nos produits de base ont déjà des stratégies régionales. Ce que nous souhaitons, c'est que le programme vienne les renforcer. Tant que les stratégies ne seront pas assises au niveau régional, rien ne pourra en sortir ».

FILIERES

Grant Percival, P. de la Samoa Association of Manufacturers and Exporters : « Nous avons eu trois ateliers qui



ont permis d'instaurer le dialogue et la confiance entre agriculteurs et transformateurs. Nous avons expliqué les problèmes financiers que nous avons. Nous avons engagé des actions

concrètes comme devenir les fournisseurs des Jeux du Pacifique. Il faut maintenant installer les choses dans la durée ».

Philip Kiriko, président de l'Eastern African Farmers Federation : « Il faut se concentrer et renforcer les activités qui sont proches de nos villages ».

qui recommande que « le Comité de pilotage mais aussi les relais régionaux s'impliquent davantage dans la gestion et l'orientation du programme ».

Quant à l'approche participative, l'évaluation considère que « l'appropriation des interventions par les organisations nationales et régionales et les groupes d'acteurs des filières est actuellement pour le moins pas clairement visible ». L'évaluation insiste tout particulièrement sur la nécessité d'impliquer davantage les organisations régionales. Cela pourrait se faire par la mise en place de points focaux régionaux. L'évaluation s'inquiète également de « la dispersion des activités qui réduit la visibilité et l'impact du programme ». Elle recommande donc de « limiter le nombre de pays et de produits ». Enfin, les outils de suivi doivent être renforcés pour le reporting et le suivi financier. L'évaluation recommande également « que la phase opérationnelle soit prolongée de douze mois », compte tenu de ce qui reste à réaliser (lire encadré ci-dessous).

Des débats sur les problèmes soulevés par l'évaluation, il est essentiellement ressorti que le programme devait :

- se baser sur une approche filière durable, avec priorité donnée aux filières de dimension régionale ;
- diminuer le nombre de produits traités mais pas le nombre de pays concernés, en se concentrant sur ce qui a été lancé dans la première phase ;
- renforcer la coordination régionale pour une plus grande transparence et cohérence ;
- respecter et soutenir les stratégies locales existantes ;
- travailler avec des partenaires locaux.

Ce que Viwanou Gnassounou a résumé de la manière suivante : « On finit de mettre en oeuvre les stratégies définies en phase 1 et on réduit le nombre de secteurs ». Au niveau de la coordination régionale, « on ne crée pas de structures spécifiques mais on s'appuie sur ce qui existe avec des mandats clairement définis ». Enfin, « on améliore la communication en direction des acteurs sur ce que fait le programme en s'appuyant sur les relais régionaux ».

Objectif fin 2011

Initialement prévu pour s'achever fin 2010, le programme AAACP pourrait être prolongé jusqu'à fin 2011. Une demande a été transmise dans ce sens par le Secrétaire général du Groupe ACP à la Commission européenne en mars dernier. Cette requête est motivée par le retard de neuf mois dans le lancement initial du programme et l'allongement de certaines phases préliminaires de consultation avec comme conséquence une réduction de la période de mise en oeuvre effective du programme sur le terrain.

M. Eleftherios Tsavios (EuropeAid) a indiqué, au cours de la réunion du comité de pilotage du 14 mai, que la requête reçoit toute l'attention de la Commission et qu'une décision officielle ne saurait tarder.

Atelier de restitution Très forte implication des ACP

L'atelier de restitution du rapport d'évaluation a constitué une précieuse opportunité pour les participants des pays ACP de confirmer et renforcer leur implication dans le programme.

Le menu était copieux et les convives nombreux. Le menu : la revue à mi-parcours présentée par l'équipe d'évaluation. Les convives : 115 participants invités à en débattre, à exprimer leurs réactions, à formuler leurs souhaits. Avec, au bout de cette journée et demi de travaux, un large consensus sur les corrections à apporter au programme pour les actions en cours et sur une claire orientation pour la tranche II qui doit démarrer à la fin de l'année.

Les groupes de travail régionaux à qui plus d'une demi journée était consacrée, ont démontré combien la dimension régionale du programme est pertinente tant les débats sur les questions d'intérêt commun à chacune des cinq grandes régions du programme ont été denses et productifs dans leurs conclusions.

Les 115 participants à l'atelier étaient majoritairement des acteurs des pays ACP impliqués dans le programme à ses différents niveaux. Les représentants d'organisations régionales (UEMOA, CEMAC, COMESA, SADC pour l'Afrique, SPC pour le Pacifique...) ont participé très activement aux débats. Cette attitude a été remarquée et saluée comme la confirmation d'une réelle volonté d'appropriation du programme au niveau régional. Les centres de recherche régionaux (CORAF en Afrique, IITA et CARDI pour les caraïbes...) ont montré combien leur expertise constitue une pièce maîtresse dans le processus du fait de leur proximité du terrain et de leur connaissance des attentes des agriculteurs.

Quant aux producteurs eux mêmes et leur représentants, leurs interventions riches et nombreuses constituent la meilleure preuve de la justesse de la démarche entreprise de les associer totalement à tous les stades de la conception et de la réalisation du programme. Venu tout spécialement à Bruxelles pour ces deux jours d'Afrique de l'ouest (Association des producteurs de coton d'Afrique de l'ouest, Réseaux des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'ouest), d'Afrique de l'est (Eastern African Farmers Association), d'Afrique centrale (Plateforme des organisations paysannes d'Afrique centrale), des Caraïbes (Caribbean Farmers Network) et du Pacifique (Growers Federation of Tonga), ils ont bénéficié d'une oreille très attentive afin que les choix à faire et les décisions à prendre à l'issue de cette journée et demi de débats coïncident au plus près avec leur vision et leurs attentes.

Transformateurs et exportateurs (African Cotton and Textile Industries Federation, Samoa Association of Manufacturers and Exporters...) ont largement témoigné d'une volonté commune de tous les acteurs des filières à travailler ensemble pour tirer profit au maximum des activités initiées dans le cadre du Programme.

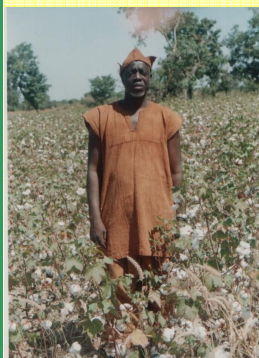
COLLABORATION ENTRE ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Jethro Greene, Caribbean Farmers Network : « C'est un coup de génie de faire travailler ensemble les OI. Nous souhaitons désormais travailler en plus étroite collaboration avec elles et sur le long terme afin de rendre les programmes plus proches de nos réalités ».

Gérard Meunier, évaluateur : « Le programme est bien plus que l'addition des activités des cinq organisations internationales, d'où l'importance du Comité de pilotage, de l'Unité de coordination et des relais régionaux ».

APPROPRIATION

François Traoré, président de l'Association des producteurs de coton africains (APROCA) : « Il y a des interprofessions qui peuvent parler de leurs problèmes. Il faut les écouter pour s'assurer qu'on part bien de ce qu'elles veulent et que l'on prend bien en compte leurs préoccupations ».



Il y a des interprofessions qui peuvent parler de leurs problèmes. Il faut les écouter pour s'assurer qu'on part bien de ce qu'elles veulent et que l'on prend bien en compte leurs préoccupations ».

Nadjirou Sall, Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) : « Il serait souhaitable que les organisations de producteurs soient présentes dans le Comité de pilotage, même à titre consultatif. Des producteurs pourraient aussi être intégrés dans des points focaux régionaux »

Achamou Adeyemi Fahala, Association cotonnière africaine : « L'ACA est prête à relayer auprès de ses membres les informations du programme ».



Que tous ces acteurs des pays ACP aient pu ainsi établir un dialogue direct avec les représentants de l'Union européenne et des Organisations internationales, mais aussi entre eux, confirme leur forte appropriation du programme et de ses orientations. Cela renforce également la cohésion et la volonté de tous les participants de travailler ensemble autour d'un même objectif. □

Coton : des décisions concrètes

Etape importante dans le déroulement du programme, l'atelier de restitution de l'évaluation à mi-parcours du Partenariat UE-Afrique sur le coton s'est tenu le 19 mars dernier à Bruxelles. Une soixantaine de participants y ont pris part dont de nombreux représentants de la profession en Afrique, parmi lesquels des responsables de l'Association cotonnière africaine (ACA), de l'Association des producteurs de coton africains (APROCA) et de l'African Cotton and Textiles Industries Federation (ACTIF).

L'évaluation a suscité des discussions animées et denses sur la pertinence du partenariat, les axes d'un plan d'action révisé et la nécessité d'une réorganisation du Comité d'orientation et de suivi (COS), organe de monitoring du partenariat. Cette réorganisation doit permettre une plus grande appropriation du partenariat par les opérateurs de terrain et une meilleure valorisation de la dimension régionale des activités.

Une unité de vue s'est dégagée sur les principales questions débattues. Le Secrétariat du COS-Coton reprendra les conclusions de l'atelier sous forme de propositions concrètes tant sur le contenu du plan d'action révisé que sur les modalités de sa mise en œuvre. Toutes les parties prenantes seront associées à cette réflexion approfondie. Le plan d'action révisé du Partenariat sera ensuite soumis à discussion et approbation lors d'une réunion ultérieure du COS-Coton. □

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union européenne. Son contenu est de la seule responsabilité de l'Unité de coordination et ne peut, en aucun cas, être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne ou des Etats ACP.

Le saviez-vous ?

Le programme AAACP en bref

Le « Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles » (AAACP) a démarré ses activités en septembre 2007 avec comme objectif principal de lutter contre la pauvreté dans les pays ACP. Pour cela, il cherche à améliorer et stabiliser les revenus des producteurs et autres acteurs des filières des produits de base agricoles de ces pays. Le moyen choisi consiste à aider tous les acteurs des filières à développer ou améliorer des stratégies et à traduire ces stratégies par des activités sur le terrain.

Son originalité repose sur le fait que :

- Il a largement recours à l'approche participative dans laquelle les parties prenantes des filières sont consultées durant sa phase d'élaboration ;
- Il intervient sur l'ensemble de la chaîne de valeur des produits grâce à son approche filière ;
- Il s'est mis au défi de faire travailler ensemble cinq grandes organisations internationales pour créer des synergies et exploiter leurs complémentarités : il s'agit de la Banque mondiale, du Centre du commerce international (CCI), de la Conférence des nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), de la FAO et du Fonds commun des produits de base (CFC) ;

Il intervient dans l'ensemble des pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) en privilégiant l'approche régionale. Le programme est doté d'un budget de 45 millions d'euros, financé par l'Union européenne. Le tiers de ce budget est réservé au volet coton. Le programme doit s'achever fin 2010 mais sa prolongation jusqu'à fin 2011 est envisagée. □

Une initiative



Mise en œuvre par



Unité de coordination : c/o Emerging Markets Group sa (EMG) – Avenue Louise, 479 (Box 53) – 1050 Bruxelles – Belgique. Tel : +32 (0) 2 282 03 33. Fax : +32 (0) 2 290 15 53. email : pberthelot@emergingmarketgroup.com.